

Suisse-Europe

Bâle, le 23 juillet 2021

Renforcer la coopération – Continuer sur la voie bilatérale

Une prise de position des acteurs économiques de l'espace économique trinational

L'espace économique trinational nécessite une coopération étroite

L'économie de la région métropolitaine trinationale de Bâle est fortement imbriquée au-delà des frontières nationales. Chaque jour, environ 60 000 frontaliers de France et d'Allemagne franchissent la frontière pour se rendre à Bâle. De nombreuses entreprises exploitent des sites dans des régions transfrontalières proches. Il existe également un réseau d'échanges très étroit en matière de commerce. Par exemple, les entreprises du nord-ouest de la Suisse représentent un quart du total des exportations suisses vers l'UE.

Cet espace économique transfrontalier dynamique ne fonctionne que grâce à une coopération très étroite entre les trois pays. Les accords bilatéraux entre la Suisse et l'Union européenne sont particulièrement importants à cet égard. Ils assurent une coopération transfrontalière harmonieuse dans notre région, que ce soit en matière de commerce, de transport ou de mobilité ou encore dans le domaine de la recherche.

La voie bilatérale doit être poursuivie

Avec la rupture des négociations sur un accord-cadre institutionnel, l'avenir de la voie bilatérale est devenu incertain. Les accords individuels risquent de perdre en efficacité s'ils ne sont pas renouvelés. Nous attendons maintenant de la Suisse et de l'Union européenne qu'elles limitent les dégâts et qu'elles continuent ensemble sur la voie bilatérale, gage de succès. Les accords suivants sont particulièrement importants pour l'espace économique trinational de la région de Bâle :

- Réduction des obstacles techniques au commerce : L'accord doit être renouvelé en permanence et adapté à la législation existante afin que les entreprises de Suisse et de l'UE puissent continuer à l'avenir à coopérer sans entrave dans les deux sens.
- Libre circulation des personnes : les entreprises, les instituts de recherche et les systèmes de santé des trois pays dépendent de l'échange transfrontalier de travailleurs qualifiés. C'est pourquoi la libre circulation des personnes est indispensable.
- Coopération en matière de recherche : la mise en réseau à l'échelle européenne est essentielle pour le succès des universités et des entreprises se consacrant à la recherche dans la région de Bâle. Il est par conséquent important que la Suisse soit intégrée le plus étroitement possible au programme de recherche de l'UE.

De nouveaux accords sont également nécessaires rapidement dans de nouveaux domaines importants, tels que l'électricité ou la santé.

Les deux parties doivent faire des compromis

Il existe des différences politiques fondamentales entre la Suisse et l'Union européenne. Les deux parties doivent donc montrer une volonté de compromis et se concentrer sur les intérêts communs, faute de quoi il n'y aura que des perdants. Nous attendons de la Suisse et de l'UE qu'elles

s'efforcent de trouver des solutions pragmatiques en faisant preuve de bonne volonté afin de continuer sur la voie bilatérale.

Garantir des frontières ouvertes

L'ouverture des frontières est indispensable pour l'espace économique trinational de Bâle. Les frontières doivent rester ouvertes à la libre-circulation des personnes et des marchandises, même dans les périodes de crise. Nous attendons des gouvernements concernés qu'ils élaborent un plan commun pour les périodes de crise en vue d'assurer une approche coordonnée. Pour assurer la sécurité de la planification pour les entreprises, les autorités devraient communiquer dans les meilleurs délais sur les mesures adoptées à la frontière.

Une plus grande implication des organes de coopération transfrontalière

Les institutions existantes dans la région trinationale de Bâle, telles que la Conférence du Rhin supérieur, constituent des plateformes importantes. Ils disposent de bons réseaux et peuvent contribuer à assurer la coordination transfrontalière. Ces organes doivent être en mesure de jouer leur rôle. Nous attendons donc des gouvernements qu'ils impliquent ces organes dans le processus de décision et de communication à un stade précoce en cas d'adoption de mesures à la frontière.